sens, ces paroles devraient nous servir de maxime et de devise, au cours du présent débat:

Il reste un espoir: nous devons revenir à la voie principale dont nous nous sommes écartés. Nous devons substituer à la propagande le pouvoir de comprendre la vérité qui est réellement libre; au patriotisme qui a cours aujourd'hui, un noble patriotisme dont l'objectif soit digne de toute l'humanité; aux nationalismes idolâtrés, une humanité ayant une commune civilisation; à une société qui manque de véritable idéalisme, une foi restaurée dans l'État civilisé; à l'état dans lequel nous sommes plongés, un idéal unificateur d'homme civilisé; à la préoccupation des problèmes de vie passagers, la préoccupation des méthodes et des idéals de la vraie civilisation; à une mentalité dépouillée de toute vraie spiritualité, la foi dans la possibilité du progrès.

Je voudrais citer, à l'intention de l'honorable député de Parkdale, les paroles que sir Patrick Hastings a prononcées à l'adresse du jury au procès d'Arthur Greenwood, qu'il défendait dans une cause de meurtre:

N'allons pas éteindre en lui la lumière que nous ne pourrions pas rallumer.

N'abolissons donc pas une des mesures de protection dont nous jouissons. Examinons plutôt le Code criminel et apportons-y les modifications que nous jugeons nécessaires afin que nous puissions, comme peuple canadien, grandir et prospérer.

M. A. R. Smith (Calgary-Sud): J'aimerais faire une brève intervention en ce moment afin d'exprimer certaines vues que je nourris depuis longtemps. Lorsqu'on n'est pas avocat, on peut hésiter à prendre part à un débat touchant pour une large part sur l'aspect juridique du bill, mais les représentants de cette profession qui ont participé si éloquemment à ce débat seront les premiers à reconnaître, j'en suis sûr, qu'aucune profession et qu'aucun groupe d'individus ne détiennent le monopole de la logique. J'espère bien fonder mon plaidoyer uniquement sur la logique.

J'ai écouté avec intérêt le discours du parain du bill à l'étude (M. McGee) qui nous a fait un historique captivant de la peine capitale. Le député a déclaré qu'il y avait quatre considérations essentielles à étudier avant de conclure. Je ne les présente pas dans le même ordre que lui. Je me souviens toutefois qu'il a mis en doute le droit moral de l'État de condamner un homme à mort.

Le député de Parkdale (M. Maloney) a rendu un excellent service à la Chambre, cet après-midi. Il a non seulement prononcé un discours admirable mais en tant qu'avocat d'ancienne date de l'abolition de la peine capitale, il a déclaré que l'État avait un droit moral dans ce domaine. En fait, du point de vue religieux, on constate, je crois, que les Églises sont aussi divisées que beaucoup de nos concitoyens sur les avantages ou les inconvénients de la peine capitale.

Le député d'York-Scarborough a cité l'avis d'un certain nombre d'éminents juristes,—d'un en particulier,—qui se sont prononcés pour l'abolition de la peine capitale. Je me propose de citer, dans quelques instants, les déclarations de personnalités tout aussi éminentes et ayant tout autant d'expérience dans ce domaine mais qui sont d'un avis complètement opposé. C'est en effet ce que font les avocats dans un procès; le ministère public pour établir une preuve, appelle des experts comme témoins à charge alors que l'avocat de la défense à son tour appelle ses experts comme témoins à décharge.

Puis le député a mis en doute l'effet préventif de la peine capitale. Il est venu à la conclusion que c'est à ceux qui veulent conserver les dispositions actuelles du Code criminel qu'incombe la responsabilité de démontrer la nécessité de la peine capitale. Je crois que c'est l'inverse qui est vrai. Une pratique législative établie depuis longtemps veut qu'avant qu'une loi soit abrogée ou avant qu'une revision importante d'un statut soit autorisée, ceux qui cherchent à faire adopter ces changements doivent se charger d'en démontrer la nécessité.

La peine capitale est en vigueur depuis longtemps. Elle s'est révélée un moyen de prévention, à mon avis, et j'espère démontrer qu'il en est ainsi. Je reconnais que, comme bien d'autres, ou comme n'importe qui en cette Chambre je ne saurais dire à quel point ce châtement est l'unique moyen de prévention ou dans quelle mesure il est efficace.

Je faillirais à mon devoir si je ne tenais pas compte des arguments très puissants énoncés par le député de Parkdale dont l'éloquence était aujourd'hui à son meilleur. Personne ne saurait prétendre qu'il n'a pas, depuis de nombreuses années, la sincère conviction de ce qu'il nous a présenté si habilement cet après-midi. Il avait déjà exposé ses arguments à quelques reprises mais je crois que jamais, en s'adressant à un jury, il n'avait été aussi persuasif qu'aujourd'hui.

Nous devons d'abord examiner les observations de l'honorable député et nous demander si elles se fondent principalement sur les faits ou sur le sentiment, s'il est fait appel à nos cœurs ou à notre jugement et ce n'est qu'ensuite que nous pourrions approuver ou récuser ses idées. Je le répète, je ne veux rien enlever à son exposé. C'est une des meilleures interventions que j'aie eu le plaisir d'entendre depuis le peu de temps que je suis ici.

Les députés ont cité faits et statistiques. Le député qui a présenté le projet de loi nous a parlé, par exemple, de la situation en Nouvelle-Zélande, nous donnant à entendre que le rétablissement de la peine de mort dans